A° 1899. N°. 6.

PUBLICATIE-BLAD.

BESCHIKKING
van den 21n. Februari 1899, No. 123,

bepalende de opneming in het Publicatie-blad van het op 31 Maart 1898 te Bern tusschen Nederland en Zwitserland gesloten, ook op de Nederlandsche Koloniën toepasselijk, verdrag tot wederzijdsche uitlevering van misdadigers.

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Van den Minister van Koloniën ter afkondiging ontvangen hebbende een exemplaar van het op den 31n. Maart 1898 te Bern, tusschen Nederland en Zwitserland gesloten, ook op de Nederlandsche Koloniën toepasselijk, verdrag tot wederzijdsche uitlevering van misdadigers met de mededeeling, dat de uitwisseling der akten van bekrachtiging te Bern op den 22n. December 1898 heeft plaats gehad;

Heeft de opneming daarvan in het Publicatie-blad bevolen.

BARGE.

De Gouvernements-Secretaris,

HELLMUND.

Uitgegeven den 4n Maart 1899.

De Gouvernements Secretaris,

HELLMUND.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et en Son nom, Sa Majesté la Reine-Régente Du Royaume, et le Conseil fédéral de la Confédération Suisse, ayant résolu, d'un commun accord, de conclure une nouvelle Convention pour l'extradition des malfaiteurs;

ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume des Pays-Bas:

Monsieur le Comte DMITRY LOUIS DE BYLANDT, Chevalier de l'ordre du Lion Néerlandais, Ministre-Résident de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas près la Confédération Suisse;

et le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse:

Monsieur le Conseiller Fédéral ERNEST BRENNER, Chef du Département de Justice et Police;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Article premier.

Le Gouvernement des Pays-Bas et le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse s'engagent à se livrer réciproquement, d'après les règles déterminées par les articles suivants, à l'exception de leurs nationaux, les individus condamnés ou prévenus à raison d'un des faits ci-après énumérés, commis hors du territoire de l'Etat auquel l'extradition est demandée, s'ils constituent une infraction de droit commun et en tant que les lois des deux pays permettent l'extradition de ce chef:

1°. assassinat, meurtre et empoisonnement;

2°. infanticide ("kinderdoodslag" ou "kindermoord");

3°. menaces, faites par écrit et sous une condition déterminée;

4°. avortement, procuré par la femme enceinte ou par d'autres;

5°. blessures, coups volontaires, voies de fait, ayant occasionné une grave lésion corporelle ou la mort;

6°. viol; attentat à la pudeur commis avec violence ou sur une personne sans défense ou privée de ses facultés mentales; actes immoraux commis sur des enfants au dessous de l'âge de seize ans ou sur une personne quelconque par celui à qui elle est confiée; excitation d'une personne au dessous de seize ans à commettre ou à subir des actes d'immoralité ou à avoir, en dehors du mariage, un commerce charnel avec un tiers;

7°. excitation de mineurs à la débauche et tout acte ayant pour objet de favoriser la débauche de mineur, punissable d'après les lois des deux pays;

8°. bigamie ;
9°. rapt ou séquestration d'un enfant ou d'un mineur ;
10°. enlèvement de mineurs ;
11°. contrefaçon ou altération de monnaies ou de papier-monnaie ou de billets de banque, entreprise dans le dessein d'émettre ou de faire émettre ces monnaies ou ce papier-monnaie ou ces billets de banque comme non-contrefaits et non altérés, ou mise en circulation de monnaies ou de papie-monnaie ou de billets de banque contrefraits ou altérés, lorsqu'elle a lieu à dessein ;
12°. contrefaçon ou falsification de poinçons, timbres ou clichés ; usage frauduleux ou abus de timbres, poinçons ou clichés contrefaits ou authentiques ;
13°. falsification et contrefaçon de documents; usage frauduleux de documents contrefaits ou falsifiés ;
14°. faux serment ou fausse déclaration faite sous promesse solennelle; faux temoignage ;
15°. corruption de fonctionnaires publics, de juges et d'arbitres, détournements commis par des fonctionnaires publics, concussions, abus d'autorité par suite de corruption ;
16°. incendie intentionnel, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui ;
17°. destruction illégale, commise à dessein, d'un édifice appartenant en tout ou en partie à un autre, ou d'un édifice ou d'une construction, lorsqu'il peut en résulter un danger commun pour des biens ou un danger de mort pour autrui ;
18°. le fait illégal, commis à dessein, de faire couler à fond, de faire échouer, de détruire, de rendre impropre à l'usage ou de détériorer un navire, lorsqu'il peut en résulter un danger pour autrui ;
19°. le fait commis à dessein d'avoir mis en péril un convoi sur un chemin de fer ;
20°. vol ; brigandage (piraterie) ;
21°. escroquerie ;
22°. abus de blanc-seing ;
23°. abus de confiance (détournement) ;
24°. banqueroute frauduleuse.

Sont comprises dans les qualifications précédentes la complicité et la tentative, en tant que la dernière est punissable d'après la législation du pays requis.

Article 2.

L'extradition n'aura pas lieu :

1°. lorsque le fait a été commis dans un pays tiers et que le Gouvernement de ce pays requiert l'extradition ;

2°. lorsque la demande en sera motivée par le même fait, pour lequel l'individu réclamé à été définitivement jugé dans le pays auquel l'extradition est demandée ou pour lequel il y est l'objet de poursuites pénales ;

3°. si, d'après les lois du pays auquel l'extradition est demandée ou d'après celles de l'Etat requérant, la prescription de l'action ou de la peine est acquise avant l'arrestation de l'individu réclamé, ou, l'arrestation n'ayant pas encore eu lieu, avant qu'il n'ait été cité devant le tribunal pour être entendu.

Article 3.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou subit une peine pour une autre infraction que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition ne sera accordée qu'après la fin de la poursuite dans le pays auquel l'extradition est demandée et, en cas de condamnation, qu'après qu'il aura subi sa peine ou qu'il aura été gracié.

Néanmoins, si, d'après les lois du pays qui demande l'extradition, la prescription de la poursuite pouvait résulter de ce délai, son extradition sera accordée, si des considérations spéciales ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer l'extradé aussitôt que la poursuite dans ce pays sera finie.

Les frais d'aller et de retour seront à la charge de l'Etat requérant.

Article 4.

Il est expressément stipulé que l'individu extradé ne pourra être ni poursuivi ni puni, dans le pays auquel l'extradition a été accordée, pour un fait punissable quelconque autre que celui qui a motivé l'extradition et les infractions connexes à celui-ci et antérieur à son extradition, ni extradé à un Etat tiers sans le consentement de celui qui a acordé l'extradition, à moins qu'il n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays susdit pendant un mois après avoir été jugé, et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été gracié.

Arlicle 5,

L'extradition ne sera accordée qu'à la condition que l'individu livré ne soit pas jugé par un tribunal d'exception.

Article 6.

Les dispositions du présent traité ne sont point applicables

aux délits politiques, et l'extradition ne sera pas accordée pour des infractions politiques.

Elle sera toutefois accordée, alors même que le coupable alléguerait un motif ou un but politique, si le fait pour lequel elle est demandée constitue principalement un délit commun.

La personne qui a été extradée à raison de l'un des faits de droit commun mentionnés à l'art. 1, ne peut, par conséquent en aucun cas, être poursuivie et punie dans l'Etat auquel l'extradition a été accordée, à raison d'un délit politique commis par elle avant l'extradition, ni à raison d'un fait connexe à un semblable délit politique, à moins qu'elle n'ait eu la liberté de quitter de nouveau le pays pendant un mois après avoir été jugée et, en cas de condamnation, après avoir subi sa peine ou après avoir été graciée.

Article 7.

L'extradition sera demandée par la voie diplomatique et ne sera accordée que sur la production de l'original ou d'une expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation, soit d'une ordonnance de mise en accusation ou de renvoi devant la justice répressive avec mandat d'arrêt, soit d'un mandat d'arrêt; ces pièces devront être délivrées par l'autorité compétente et dans les formes prescrites par la législation de l'Etat qui fait la demande, et indiquer suffisamment le fait dont il s'agit pour mettre l'Etat requis à même de juger s'il constitue, d'après sa législation, un cas prévu par la présente convention, et contenir en copie la disposition pénale qui lui est applicable.

Ces documents devront aussi toujours être accompagnés d'une traduction française ou allemande, lorsqu'ils ne seront pas rédigés dans l'une de ces langues.

Les pièces allemandes devront être écrites en lettres latines.

Article 8.

Les objets saisis en la possession de l'individu réclamé seront livrés à l'Etat requérant, si l'autorité compétente de l'Etat requis en a ordonné la remise.

Article 9.

Dans le cas où l'individu poursuivi serait empêché par l'extradition de remplir des obligations contractées par lui envers des particuliers, son extradition n'en sera pas moins effec-

tuée; mais l'autre partie aura le droit de faire valoir ses prétentions devant l'autorité compétente.

Article 10.

En cas d'urgence et en attendant la demande d'extradition par la voie diplomatique, l'arrestation provisoire de l'individu, dont l'extradition peut être requise aux termes de la présente convention, pourra être demandée directement par la poste ou par le télegraphe, par une autorité compétente de l'un des Etats contractants à celles de l'autre.

Ces autorités sont:

du côté des Pays-Bas: tout officier de justice ou tout juge d'instruction (juge commissaire);

du côté de la Suisse: tout Département ou toute direction de justice et police et tout juge d'instruction.

Avis de la demande directe d'arrestation provisoire devra être donné sans retard, par la voie diplomatique, au Gouvernement de l'État requis.

L'arrestation provisoire est soumise aux formes et aux règles prescrites par la législation du pays auquel la demande est faite.

Article 11.

L'étranger arrêté provisoirement aux termes de l'article précédent, sera, à moins que son arrestation ne doive être maintenue pour un autre motif, mis en liberté, si, dans le délai de vingt jours qui, en Suisse, courra de l'arrestation provisoire, dans les Pays-Bas de la date du mandat d'arrestation provisoire, la demande d'extradition par la voie diplomatique, avec remise des documents prescrits par la présente convention, n'a pas été faite.

Il sera également mis en liberté, si dans un délai de vingt jours à partir de la communication du décret accordant l'extradition, l'Etat requérant n'a pas pourvu à la réception de l'extradé ni à son transit sur le territoire des Etats intermédiaires. Ce délai pourra être prolongé sur la demande motivée de l'Etat requérant.

Article 12.

Lorsque, dans la poursuite d'un délit énuméré à l'article premier de ce traité, un des Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins se trouvant dans l'autre État, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite, en observant les lois du pays,

où les témoins seront invités à comparaitre. En cas d'urgence toutefois, une commission rogatoire pourra être directement adressée par l'autorité judiciaire dans l'un des Etats à l'autorité judiciaire dans l'autre Etat.

Toute commission rogatoire devra être accompagnée d'une traduction française ou allemande, lorsqu'elle ne sera pas rédigée dans une de ces langues. Les pièces allemandes devront être écrites en lettres latines.

Article 13.

Si, dans une cause pénale résultant d'un délit énuméré à l'article premier de ce traité, la comparution personnelle d'un témoin dans l'autre pays est nécessaire ou désirée, son Gouvernement l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et, en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu, sauf le cas où le Gouvernement requérant estimera devoir allouer au témoin une plus forte indemnité.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaîtra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits objets du procès où il figurera comme témoin.

Article 14.

Lorsque, dans une cause pénale résultant d'un délit enuméré à l'article premier de ce traité, la confrontation de criminels, détenus dans l'autre Etat, ou bien la communication de pièces de conviction ou de documents qui se trouveraient entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée utile ou nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite à moins de considérations spéciales qui s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

Article 15.

Le transit, à travers le territoire de l'un des Etats contractants, d'un individu livré par une tierce puissance à l'autre partie et n'appartenant pas au pays du transit, sera accordé sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'article 7, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris

dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 2 et 6, et que le transport ait lieu, quant à l'escorte, avec le concours de fonctionnaires du pays qui a autorisé le transit sur son territoire.

Les frais du transit seront à la charge de l'Etat requérant.

Article 16.

Les Gouvernements respectifs renoncent, de part et d'autre, à toute réclamation pour la restitution des frais d'entretien, de transport et autres, qui pourraient résulter, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'extradition des prévenus, accusés ou condamnés, ainsi que de ceux résultant de l'exécution des commissions rogatoires, du transport et du renvoi des criminels à confronter, ainsi que de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction ou des documents.

Article 17.

Les parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement, en tant que faire se pourra, tous les arrêts de condamnation pour crimes et délits de toute sorte prononcés par les Tribunaux de l'un des Etats contractants contre des ressortissants de l'autre. Cette communication aura lieu moyennant l'envoi, par voie diplomatique, d'un extrait du jugement devenu définitif.

Article 18.

Chacune des parties contractantes accordera à l'autre, sous réserve de réciprocité, l'extradition pour un délit non prévu par la présente convention, si cette extradition était accordée à l'avenir à un État tiers.

Article 19.

Les stipulations de la présente convention seront applicables aux colonies et possessions étrangères des Pays-Bas, mais, étant basées sur la législation de la mère-patrie, ces dispositions ne seront observées qu'en tant qu'elles seront compatibles avec les lois en vigueur dans ces colonies et possessions.

Par dérogation à l'article 11, le délai pour la mise en liberté sera de quatre-vingt-dix jours.

Article 20.

La présente convention ne sera exécutoire que trois mois après l'échange des actes de ratification.

A partir de sa mise à exécution la convention du 21 décembre 1853 cessera d'être en vigueur et sera remplacée par la présente convention, laquelle continuera à sortir ses effets jusqu'à six mois après déclaration contraire de la part de l'un des deux Gouvernements.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de six mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition, à Berne, le 31 mars 1898.

D. DE BYLANDT. BRENNER.

VERTALING.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en in Hoogst Derzelver naam Hare Majesteit de Koningin-Weduwe, Regentes van het Koninkrijk, en de Bondsraad van den Zwitserschen Bondstaat, in gemeenschappelijk overleg overeengekomen zijnde een nieuw verdrag te sluiten betreffende de uitlevering van misdadigers, hebben te dien einde tot Hunne gevolmachtigden benoemd, te weten:

Hare Majesteit de Koningin-Weduwe, Regentes van het Koninkrijk:

Graaf DMITRY LOUIS VAN BYLANDT, Ridder der Orde van den Nederlandschen Leeuw, Minister-Resident van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden bij den Zwitserschen Bondstaat;

en de Bondsraad van den Zwitserschen Bondstaat:

Het lid van den Bondsraad den Heer ERNEST BRENNER, Chef van het Departement van Justitie en Politie;

die, na elkander hunne volmachten te hebben medegedeeld, welke in goeden en behoorlijken vorm zijn bevonden, omtrent de volgende artikelen zijn overeengekomen:

Artikel 1.

De Regeering der Nederlanden en de Bondsraad van den Zwitserschen Bondstaat verbinden zich, volgens de voorschriften bij de volgende artikelen vastgesteld, met uitzondering hunner onderdanen, wederkeerig aan elkander uit te leveren de personen welke veroordeeld of beklaagd zijn ter zake van een der feiten hieronder vermeld, wanneer dit gepleegd is buiten het grondgebied van den Staat aan wien de uitlevering wordt aangevraagd, indien het een strafbaar feit volgens het gemeen recht vormt en voor zoover de wetten van beide landen de uitlevering uit dien hoofde toestaan:

1°. moord, doodslag en vergiftiging;

2°. kinderdoodslag of kindermoord;

3°. bedreigingen, schriftelijk en onder eene bepaalde voorwaarde gedaan;

4°. het opzettelijk veroorzaken van de afdrijving der vrucht van eene vrouw door haar zelve of door anderen;

5°. verwondingen, opzettelijk toegebrachte slagen en geweldadigheden, die zwaar lichamelijk letsel of den dood ten gevolge hebben;

6°. verkrachting; feitelijke aanranding der eerbaarheid, gepleegd met geweld of op een persoon die niet in staat is zich te verdedigen of zich van zijn denkvermogen te bedienen; onzedelijke handelingen, gepleegd op kinderen onder den

leeftijd van 16 jaren of op eenig persoon door hem aan wien die is toevertrouwd; opwekking van een persoon onder de 16 jaren tot het plegen of dulden van ontuchtige handelingen of tot het hebben van vleeschelijke gemeenschap buiten echt met een derde;

7°. opwekking van minderjarigen tot het plegen van ontuchtige handelingen en iedere daad welke ten doel heeft de ontucht van minderjarigen te begunstigen, strafbaar volgens de wetten der beide landen;

8°. dubbel huwelijk;

9°. roof of onwettige vrijheidsberooving van een kind of van een minderjarige;

10°. oplichting of wegvoering van minderjarigen;

11°. het namaken of vervalschen van muntspeciën, van muntpapier of van bankbilletten, met het oogmerk om die muntspeciën, dat muntpapier of die bankbilletten als echt en onvervalscht uit te geven of te doen uitgeven, of het opzettelijk in omloop brengen van valsche of vervalschte muntspeciën, muntpapier of bankbilletten;

12°. het namaken of vervalschen van stempels, zegels of clichés, het bedriegelijk gebruik maken of het misbruik maken van zegels, stempels of clichés, hetzij die nagemaakt zijn of echt;

13°. vervalsching en namaking van stukken; het bedriegelijk gebruik maken van nagemaakte of vervalschte stukken;

14°. meineed of het afleggen van eene valsche verklaring onder bekrachtiging van een plechtige belofte; valsche getuigenis;

15°. omkooping van openbare ambtenaren, rechters en scheidslieden, verduistering door openbare ambtenaren, knevelarij, misbruik van gezag door diegene welke zich hebben laten omkoopen;

16°. opzettelijke brandstichting, indien daarvan gemeen gevaar voor goederen of levensgevaar voor een ander te duchten is;

17°. opzettelijke en wederrechtelijke vernieling van een gebouw hetwelk in zijn geheel of gedeeltelijk aan een ander toebehoort of van een gebouw of getimmerte, wanneer daaruit een gemeen gevaar voor goederen of levensgevaar voor anderen te duchten is;

18°. het opzettelijk en wederrechtelijk doen zinken of doen stranden, vernielen, onbruikbaar maken of beschadigen van een schip, indien daarvan levensgevaar voor een ander te duchten is;

19°. het opzettelijk doen ontstaan van gevaar voor een spoortrein;

20°. diefstal, zeeroof;

21°. oplichting;

22°. misbruik van eene handteekening in blanco;

23°. misbruik van vertrouwen (verduistering);

24°. bedriegelijke bankbreuk.

Onder de voorgaande qualificatiën zijn begrepen de medeplichtigheid en de poging voor zoover deze laatste strafbaar gesteld is bij de wetgeving van het land, aan hetwelk de uitlevering gevraagd wordt.

Artikel 2.

De uitlevering zal geen plaats hebben:

1°. ingeval het feit in een derden Staat is gepleegd en de Regeering van dien Staat de uitlevering aanvraagt;

2°. wanneer de aanvrage daartoe geschiedt op grond van hetzelfde feit waarvoor den opgeëischten persoon in het land, waaraan de uitlevering wordt aangevraagd, onherroepelijk recht is gedaan of ter zake waarvan hij in dat land wordt vervolgd;

3°. indien de vervolging of de opgelegde straf naar de wetgeving des lands, waaraan de uitlevering wordt aangevraagd of van dat, hetwelk de uitlevering verzoekt, verjaard is vóór de aanhouding van den opgeëischten persoon, of, zoo er nog geen aanhouding heeft plaats gehad vóór de oproeping om door de rechtbank te worden gehoord.

Artikel 3.

Indien de opgeëischte persoon vervolgd wordt of straf ondergaat wegens een ander misdrijf dan dat waarvoor zijne uitlevering wordt aangevraagd, zal zijne uitlevering niet worden toegestaan dan na afloop der vervolging, ingesteld in het land, waaraan de uitlevering wordt aangevraagd, en, ingeval van veroordeeling, nadat hij de hem opgelegde straf zal hebben ondergaan of hem daarvan gratie zal zijn verleend.

Indien evenwel volgens de wetten van het land dat de uitlevering aanvraagt, dat tijdsverloop de verjaring der vervolging ten gevolge zou kunnen hebben, zal zijne uitlevering worden toegestaan tenzij er bijzondere redenen mochten aanwezig zijn die er zich tegen verzetten en onder gehoudenheid tot terugzending van den uitgeleverde zoodra de vervolging in genoemd land zal zijn afgeloopen.

De kosten van vervoer heen en terug zullen zijn ten laste van den aanvragenden Staat.

Artikel 4.

De uitgeleverde persoon zal niet mogen worden vervolgd, noch gestraft in het land, waaraan de uitlevering is toegestaan, voor een ander, voor zijn uitlevering gepleegd feit dan dat op grond waarvan die uitlevering is gevraagd of de daarmede samenhangende strafbare feiten, noch mogen worden uitgeleverd aan een derden Staat zonder toestemming van dien welke de uitlevering heeft toegestaan, tenzij hij de vrijheid gehad heeft om bovenbedoeld land weder te verlaten en wel gedurende een maand na te zijn berecht en, in geval van veroordeeling, na zijn straf te hebben ondergaan of na gratie te hebben verkregen.

Artikel 5.

De uitlevering zal niet worden toegestaan, dan op voorwaarde dat de uitgeleverde persoon niet te recht sta voor een bij wijze van uitzondering ingestelde rechtbank.

Artikel 6.

De bepalingen van het tegenwoordig verdrag zijn niet toepasselijk op staatkundige misdrijven en voor staatkundige strafbare feiten zal de uitlevering niet worden toegestaan.

De uitlevering zal echter worden toegestaan zelfs indien de schuldige zich op een politieke beweegreden of een politiek doel mocht beroepen, indien het feit, waarvoor zij wordt aangevraagd in hoofdzaak een misdrijf vormt volgens gemeen recht.

Hij die ter zake van een der in art. 1 genoemde gemeene feiten is uitgeleverd, kan derhalve in geen geval worden vervolgd of gestraft in den Staat, waaraan de uitlevering is toegestaan ter zake van een staatkundig misdrijf door hem gepleegd vóór zijne uitlevering, noch van eenig feit, met zoodanig staatkundig misdrijf samenhangende, tenzij hij de vrijheid hebbe gehad het land weder te verlaten gedurende eene maand, nadat de tegen hem ingestelde vervolging zal zijn afgeloopen, en hij, ingeval van veroordeeling, de hem opgelegde straf zal hebben ondergaan, of hem daarvan gratie zal zijn verleend.

Artikel 7.

De uitlevering zal worden aangevraagd langs diplomatieken weg en alleen worden toegestaan op vertoon van het oorspronkelijk of van een gewaarmerkt afschrift, hetzij van een vonnis van veroordeeling, hetzij van eene beschikking tot in staat van beschuldigingstelling of van eene beschikking waarbij rechtsingang is verleend met bevel van gevangenneming, hetzij van een bevel van gevangenneming. Die stukken moeten worden afgegeven door de bevoegde

macht in de vormen, voorgeschreven door de wetgeving van den Staat, die de aanvrage doet, en het feit waarvan sprake is op zoodanige wijze omschrijven dat de Staat, waaraan de uitlevering wordt gevraagd in staat zij te beoordeelen of het, volgens zijne wetgeving, een geval daarstelt in het tegenwoordige verdrag voorzien, alsmede in afschrift bevatten de op het feit toepasselijke strafbepaling.

Deze stukken zullen steeds vergezeld zijn van eene Fransche of Duitsche vertaling, wanneer zij niet in één dier talen zijn gesteld. De in het Duitsch gestelde stukken zullen geschreven worden in Latijnsche letters.

Artikel 8.

De op en bij den opgeëischte in beslag genomen goederen zullen worden overgegeven aan den opeischenden Staat, indien de bevoegde macht van den Staat, waaraan de uitlevering wordt aangevraagd, de overgave daarvan heeft bevolen.

Artikel 9.

Ingeval dat de persoon tegen wien een vervolging is ingesteld, door de uitlevering mocht worden verhinderd om zijne contractueele verplichtingen jegens bijzondere personen na te komen, zal de uitlevering van die persoon niettemin worden bewerkstelligd; maar de andere partij zal het recht hebben hare aanspraken voor de bevoegde macht te doen gelden.

Artikel 10.

In dringende gevallen en in afwachting van de aanvrage om uitlevering langs diplomatieken weg zal de voorloopige aanhouding van den persoon, wiens uitlevering volgens het tegenwoordige verdrag kan gevraagd worden, rechtstreeks kunnen verzocht worden per post of telegraaf door eene bevoegde macht van een der contracteerende Staten aan die van den anderen.

Van de zijde van Nederland: elk officier van Justitie of elk rechter van instructie (rechter commissaris);

van de zijde van Zwitserland: elk Departement of elke afdeeling van Justitie en Politie en elk rechter van instructie.

Van de rechtstreeksche vraag om voorloopige aanhouding zal zonder verwijl langs diplomatieken weg kennis worden gegeven aan de Regeering van den Staat, aan wien de uitlevering wordt gevraagd.

De voorloopige aanhouding is onderworpen aan de vormen en de regels voorgeschreven door de wetgeving van den Staat waaraan de uitlevering gevraagd wordt.

Artikel 11.

De vreemdeling, die krachtens de bepalingen van het voorgaand artikel voorloopig is aangehouden, zal, ten ware hij

uit andere hoofde behoort in hechtenis te blijven in vrijheid worden gesteld, indien niet binnen een tijdsverloop van 20 dagen dat in Zwitserland te rekenen van af de voorloopige aanhouding en in Nederland te rekenen van af de dagteekening van het bevel van voorloopige aanhouding, de aanvrage tot uitlevering langs diplomatieken weg geschied is, onder overlegging der bescheiden bij het tegenwoordig verdrag voorgeschreven.

Hij zal eveneens in vrijheid gesteld worden indien binnen een termijn van 20 dagen, te rekenen van de mededeeling van het besluit waarbij de uitlevering wordt toegestaan, de opeischende Staat geene maatregelen heeft getroffen voor het ontvangen van den uitgeleverde, noch voor den doorvoer over het gebied van de tusschenliggende Staten. Deze termijn zal kunnen worden verlengd op met redenen omkleede aanvraag van den opeischenden Staat.

Artikel 12.

Wanneer bij de vervolging van een misdaad genoemd in in het eerste artikel van dit verdrag een der Regeeringen het hooren van getuigen, die zich in den anderen Staat bevinden, noodig oordeelt, zal daartoe eene rogatoire commissie langs diplomatieken weg gezonden worden en zal daaraan gevolg gegeven worden met inachtneming der wetten van het land, waar de getuigen zullen worden uitgenoodigd te verschijnen. Intusschen zal in spoedvereischende gevallen eene rogatoire commissie rechtstreeks door de rechterlijke overheid in den eenen Staat kunnen worden toegezonden aan de rechterlijke overheid in den anderen Staat.

Elke rogatoire commissie zal voorzien moeten zijn van eene Fransche of Duitsche vertaling indien zij niet gesteld is in een dier beide talen. De Duitsche stukken zullen moeten geschreven zijn met Latijnsche letters.

Artikel 13.

Indien in eene strafzaak, welke het gevolg is van een misdaad genoemd in het eerste artikel van dit verdrag, persoonlijke verschijning van een getuige in het andere land noodig is of verlangd wordt, zal zijne Regeering hem verzoeken aan de tot hem te richten uitnoodiging gevolg te geven, en, in geval hij daaraan voldoet zullen hem reis- en verblijfkosten worden toegekend, volgens de tarieven en reglementen van kracht in het land, waar het verhoor zal moeten plaats hebben, behoudens het geval, dat de aanvragende Regeering het noodig zal achten eene hoogere schadevergoeding aan den getuige toe te kennen.

Een getuige, van welke nationaliteit ook, die in een van beide Staten opgeroepen, vrijwillig voor de rechters van den

anderen Staat verschijnt, zal aldaar niet kunnen worden vervolgd of aangehouden ter zake van vroeger door hem begane strafbare feiten of tegen hem wegens misdrijf uitgesproken veroordeelingen, zelfs niet onder voorwendsel van medepligtigheid aan de feiten die het onderwerp uitmaken van het geding waarin hij als getuige optreedt.

Artikel 14.

Wanneer in eene strafzaak, welke het gevolg is van een misdaad, genoemd in het eerste artikel van dit verdrag, de confrontatie van misdadigers, aangehouden in den anderen Staat, of de mededeeling van overtuigingsstukhen of van bescheiden, welke zich in handen bevinden der autoriteiten van het andere land, nuttig of noodig zal worden geoordeeld, zal de daartoe strekkende aanvraag langs diplomatieken weg geschieden en zal daaraan gevolg gegeven worden tenzij er bijzondere redenen mochten bestaan, die er zich tegen verzetten, en onder gehoudenheid van terugzending der misdadigers en der stukken.

Artikel 15.

De doorvoer over het grondgebied van een der contracteerende Staten, van een door eene derde mogendheid aan de andere partij uitgeleverden persoon, die niet behoort tot het land, door hetwelk de doorvoer plaats heeft, zal worden toegestaan op het eenvoudig vertoon, hetzij van het oorspronkelijke, hetzij van een gewaarmerkt afschrift van een der processtukken, genoemd in art. 7, mits het feit, waarop de uitlevering gegrond is, in het tegenwoordig verdrag vermeld zij en niet valle onder de bepalingen, voorzien bij de artt, 2 en 6, en mits de doorvoer, wat het medegeleide betreft, geschiede met medewerking van beambten van het land, dat den doorvoer over zijn grondgebied heeft toegestaan.

De kosten van doorvoer zullen komen voor rekening van den Staat, die de uitlevering heeft aangevraagd.

Artikel 16.

De wederzijdsche Regeeringen doen over en weder afstand van alle aanvrage om terugbetaling van de kosten van onderhoud, van vervoer en andere, die binnen de grenzen van haar wederzijdsch grondgebied zouden kunnen voortvloeien uit de uitlevering van beklaagde, in staat van beschuldiging gestelde of veroordeelde personen, evenals van die, voortvloeiende uit de tenuitvoerlegging van rogatoire commissiën, van de toezending en terugzending van misdadigers die geconfronteerd moeten worden en van de toezending en terugzending van overtuigingsstukken of bescheiden.

Artikel 17.

De contracteerende partijen verbinden zich om wederkeerig, voor zooveel mogelijk, aan elkander mede te deelen alle vonnissen van veroordeeling ter zake van misdaden van elke soort, uitgesproken door de rechtbanken van den een der contracteerende Staten tegen onderdanen van den anderen.

Deze mededeeling zal plaats hebben door het zenden langs diplomatieken weg van een uittreksel van het onherroepelijk geworden vonnis.

Artikel 18.

Ieder der contracteerende partijen zal, onder gehoudenheid van wederkeerigheid, aan de andere de uitlevering toestaan ter zake van een misdaad niet voorzien bij de tegenwoordige overeenkomst, indien gelijke uitlevering in de toekomst aan een derden Staat mocht worden toegestaan.

Artikel 19.

De bepalingen van de tegenwoordige overeenkomst zullen van toepassing zijn op de Koloniën en Buitenlandsche bezittingen van Nederland, doch daar bedoelde bepalingen zijn gegrond op de wetgeving van het moederland zullen zij slechts worden nageleefd voor zoover zij niet in strijd zijn met de wetten in die Koloniën en Bezittingen van kracht.

In afwijking van art. 11 zal de termijn voor het in vrijheid stellen 90 dagen zijn.

Artikel 20.

De tegenwoordige overeenkomst zal in werking treden drie maanden na de uitwisseling der akten van bekrachtiging.

Te rekenen van hare inwerkingtreding zal de overeenkomst van 21 December 1853 ophouden van kracht te zijn en vervangen worden door de tegenwoordige, die zal blijven gelden tot 6 maanden na eene verklaring in tegengestelden zin, door een van beide Regeeringen gedaan.

Zij zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging er van zullen worden uitgewisseld binnen het tijdsverloop van zes maanden of vroeger, indien zulks mogelijk zal zijn.

Ter oirkonde waarvan de wederzijdsche gevolmachtigden de tegenwoordige overeenkomst hebben onderteekend en van hunne zegels voorzien.

Gedaan, in dubbel, te Bern den 31 Maart 1898.

(*L. S.*) D. van Bylandt. (*S. L.*) Brenner.